



## L'actualité des 15 derniers jours réservée aux abonnés de Moniteur Juris

13/04/2023



PRATIQUE

### Rendez-Vous Expert Moniteur Juris - Actualité jurisprudentielle de la commande publique (Janvier-Avril 2023)

Nous avons le plaisir de vous inviter mercredi 24 mai, à partir de 9h30. Au cours de ces premiers mois de l'année 2023, les juridictions ont rendu un certain nombre de décisions concernant toutes les étapes de la vie des contrats publics. Ainsi, la Haute juridiction administrative a statué, dans le cadre des concessions, sur la légalité d'une clause ayant [...]

[Lire la suite](#)



TEXTE OFFICIEL

### Tiers financement pour favoriser les travaux de rénovation énergétique

Afin que les acheteurs publics puissent financer leurs travaux de rénovation énergétique, la loi du 30 mars dernier met en place un outil permettant de déroger à l'interdiction du paiement différé. L'article 1er de cette loi dispose qu'« A titre expérimental, pour une durée de cinq ans à compter de la promulgation de la présente [...]»

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

### Caractère illicite d'un contrat

Une commune a lancé un appel d'offre pour la fourniture d'un produit destiné à la lutte contre les moustiques. Par courrier du 4 février 2016, la commune a décidé de retenir l'offre de la société C. et a informé la société B. du rejet de son offre fourni par la société S. Cette dernière a demandé au TA d'annuler le [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

### Marché de substitution : quelles pièces l'administration doit-elle communiquer au titulaire du marché résilié ?

La SIMMAD a conclu avec la société I. un marché ayant pour objet l'acquisition de véhicules de dégivrage et d'antigivrage pour aéronefs. Par une décision du 24 avril 2008, la SIMMAD a résilié le marché aux torts de cette société. La ministre des Armées se pourvoit en cassation contre l'arrêt du 28 février 2022 en tant que la [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

### Procédure de passation annulée à partir de l'analyse des candidatures

Une commune a lancé une consultation en vue de la passation d'un marché à procédure négociée avec mise en concurrence préalable en vue de la construction de huit salles de classe et d'un réfectoire. La commune a informé la société P. que sa candidature n'était pas retenue, mais que celles du groupement [...]

[Lire la suite](#)



PUBLICATION

### Tout savoir sur... les pénalités de retard

Les pénalités sont des sanctions pécuniaires forfaitaires qui se substituent aux dommages et intérêts et remplissent donc une fonction principale de dissuasion. Les plus importantes des pénalités sont en pratique celles sanctionnant les retards d'exécution du titulaire.

Pour tout savoir sur les pénalités de retard, [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

### Caractère définitif et intangible du décompte

Une commune a entrepris des travaux de transformation d'une grange en bibliothèque. Elle a attribué le lot n° 1 du marché à la société M. par un acte d'engagement du 3 novembre 2011. La réception de l'ouvrage a été prononcée sous réserve de l'achèvement de certaines prestations, dont celles relatives à la finition de l'enduit [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

### Prestations excédant celles prévues par l'acte spécial de sous-traitance

La société M., titulaire du lot n° 1 d'un marché public attribué par une commune en vue de la construction de son nouvel hôtel de ville, a sous-traité à la société C. des travaux de maçonnerie et de pose d'éléments préfabriqués, moyennant un prix de 42 025 euros HT. La commune a agréé ce sous-traitant et ses [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

### Un sous-traitant ne peut se voir confier l'exécution intégrale d'un marché

Une préfecture a lancé une procédure d'appel d'offres afin de conclure un marché ayant pour objet une opération de relogement d'un commissariat de police et de laboratoires sur un site unique. La société S. a candidaté pour l'attribution du lot n° 2. Par un courrier du 21 novembre 2017, elle a été informée du rejet de son offre, [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

### Absence de caractère manifestement excessif de pénalités de retard

Une commune a attribué à la SAS T. la réalisation d'un lot portant sur des travaux de gros œuvre. La maîtrise d'œuvre du projet a été assurée par les sociétés J. et M. et le contrôle technique par la société D. Alors que le chantier a débuté le 2 mai 2017 et devait en principe s'achever le 8 septembre 2017, la [...]

[Lire la suite](#)

Toute la veille des 6 derniers mois

